

LE PRINCIPE DE LA SECURITE JURIDIQUE : DE LA SEMANTIQUE A LA PRAGMATIQUE

THE PRINCIPLE OF LEGAL SECURITY: FROM SEMANTICS TO PRAGMATICS

NAJOUA ROUINI

Enseignant chercheur à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Souissi

Université Mohammed V

Rabat, Maroc

n.rouini@um5r.ac.ma

Youssef EL FILALI

Doctorant à la la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Souissi, CEDOC DE-S

Université Mohammed V

Rabat, Maroc

Résumé

Bien que la sécurité juridique soit l'un des concepts fondamentaux du droit et qu'elle soit traitée comme telle dans tous les cours d'introduction à la jurisprudence, elle reste un concept vague et insaisissable. Suivant une distinction classique du droit romain, elle comprend la *certitudo* et la *securitas*, qui présupposent respectivement une prévisibilité normative théorique et effective. Thomas Piazzon (2009) propose une définition synthétique de la sécurité juridique à laquelle nous pouvons nous référer où elle représente l'idéal de la fiabilité d'un droit accessible et intelligible qui permet aux sujets de droit de prévoir les conséquences juridiques de leurs actions ou comportements et qui respecte les prévisions légitimes des sujets de droit dont il favorise la réalisation.

L'expression "sécurité juridique" est peut-être à la mode, mais le contenu qu'elle désigne comme la valeur du droit est intemporel et universel. Essentiellement réduite à l'idée de prévisibilité, elle présuppose, d'une part, que le droit est accessible pour permettre aux individus de faire des prédictions et, d'autre part, que le droit respecte les prédictions déjà faites. Cependant, de ces deux points de vue, notre droit positif présente des lacunes qu'il convient de combler. Par exemple, la prolifération de la législation, la mauvaise qualité formelle des lois ou l'élaboration insuffisante de normes par les tribunaux sont des sources récurrentes d'insécurité juridique, qui sont de moins en moins acceptables à mesure que se développe l'idée que le droit doit être axé sur la protection de l'individu. Il est donc tentant de consacrer en droit marocain un principe général de sécurité juridique, voire un droit subjectif à la sécurité juridique, qui permettrait aux sujets de droit de se défendre directement contre des sources d'incertitude qui représentent parfois de véritables injustices à l'égard de leur situation.

Mots-clés : *sécurité juridique- droit fondamental – objectivité -subjectivité – principe juridique – norme juridique.*

Abstract

Although legal security is one of the fundamental concepts of law and is treated as such in all introductory jurisprudence, it remains a vague and elusive concept. Following a classic distinction of Roman law, it includes *certitudo* and *securitas*, which respectively presuppose theoretical and effective normative predictability. Thomas Piazzon (2009) proposes a synthetic definition of legal certainty to which we can refer, where it represents the ideal of the reliability of an accessible and intelligible right that allows legal subjects to foresee the legal consequences of their actions or behaviours and which respects the legitimate expectations of the legal subjects whose fulfilment it promotes.

The term "legal security" may be fashionable, but the content it designates as the value of law is timeless and universal. Essentially reduced to the idea of predictability, it presupposes, on the one hand, that the law is accessible to allow individuals to make predictions and, on the other hand, that the law respects the predictions already made. However, from both these points of view, there are gaps in our positive law that need to be addressed. For example, the proliferation of legislation, the poor formal quality of laws or the inadequate development of standards by the courts are recurring sources of legal uncertainty. These are becoming less and less acceptable as the idea develops that the law must focus on the protection of the individual. It is therefore tempting to enshrine in Moroccan law a general principle of security .

Keywords: legal security - fundamental right - objectivity -subjectivity - legal principle - legal norm.

Introduction

Principe est synonyme de commencement ; « un principe de sécurité juridique a toutes les chances d'être une coquille vide, s'accommodant de l'impression arbitraire de chacun »¹. Cette critique de Patrick Morvan illustre la méfiance que provoque le principe de sécurité juridique depuis sa reconnaissance, surtout que " la sécurité juridique est devenue le thème central, sinon obsessionnel, des controverses juridiques et l'objet de toute l'attention des juges " ². Un bref regard sur les ouvrages qui lui sont consacrés montre que la doctrine est unanime sur ses déficiences conceptuelles et fonctionnelles. Ainsi, bon nombre d'auteurs la qualifient de principe " incertain³ ", " passe-partout ⁴", " vide⁵ " et " nébuleux ⁶". Les causes de sa mauvaise réputation sont à la fois endogènes et exogènes. D'abord, on lui reproche d'être imprécis et incohérent⁷ en raison d'une interprétation prétorienne⁸ qui lui fait perdre progressivement sa valeur normative⁹. A force d'être invoqué " sans discernement ", le principe perd de sa substance et de son sens, creusant le fossé entre le discours juridique et la réalité du principe.

C'est pour cette raison que le principe et le concept qu'il incarne doivent être " reconsidérés " ¹⁰ dans la jurisprudence. C'est en ce sens que le présent article visera non seulement à identifier et à conceptualiser le principe, mais aussi à étudier ses fonctionnalités, ses évolutions, ses avantages, ses inconvénients et ses enjeux dans la perspective de la protection des droits fondamentaux.

Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire d'établir d'abord quelques directions d'analyse pour garantir sa propre "sécurité" scientifique. L'idée maîtresse, dans ce travail, sera de démystifier la sécurité juridique en relativisant les critiques et autres idées reçues à son sujet. Il s'agira tout d'abord d'éviter de limiter au maximum les significations ou les fonctionnalités du

¹ MORVAN, (P.), (2006), Le principe de sécurité juridique : l'antidote au poison de l'insécurité juridique ?, *Dr. soc.*, n° 7/8, p. 70. L'auteur cite l'Abbe de CONDILLAC, *La logique ou les premiers développements de l'art de penser*, Hachette, Paris, 2012 (date originale 1780).

² BRUNET, (P.), « La sécurité juridique, nouvel opium des juges ? », in *Frontières du droit, critiques des droits. Billets d'humeur en l'hommage à LOCHAK, (D.)* 2007, LGDJ, Paris, coll. "Droit et Société", p. 247-250, spec. p. 247.

³ LUCAHIRE, (F.), (2001), Le principe de sécurité juridique en droit constitutionnel français, *CCC*, n° 11.

⁴ J-L. BOULOUIS, « Quelques observation à propos de la sécurité juridique », in *Du droit international au droit de l'intégration. Liber Amoricum Pierre PESCATORE*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, Berlin, 1987, p. 53-63, spec. p. 55.

⁵ CALMES, (S.) 2001, Le principe de la confiance légitime en droit allemand, communautaire et français, Dalloz, Paris, coll. « Nouvelle Bibliothèque des thèses », p. 120.

⁶ HUBEAU, (F.) 1983, Le principe de la protection de la confiance légitime dans la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, *CDE*, p. 143.

⁷ POLLAUD-DULIAN, (F.), (2001), A propos de la sécurité juridique, *RTD Civ.*, p. 491.

⁸ Se dit d'un domaine du droit qui est principalement composé par la jurisprudence.

⁹ MORVAN, (P.), Le principe de sécurité juridique : l'antidote au poison de l'insécurité juridique ? *op. Cit.*, p. 70.

¹⁰ TULKENS, (F.), La sécurité juridique, un idéal à reconsidérer, *op. Cit.*, p. 25 et suiv.

principe en raison d'opinions personnelles ou doctrinales. Cette phase de démystification s'accompagnera d'une phase de "désacralisation" du principe. La sécurité juridique reste un idéal qui, par définition, ne peut jamais être atteint. D'un côté, il serait insensé de considérer que la jurisprudence peut prétendre atteindre un niveau absolu de sécurité juridique. D'un autre côté, cela entraverait l'interprétation évolutive nécessaire à la protection des droits fondamentaux.

Cet article essaye de contourner la question des incompatibilités et des inforts inhérents à la notion de sécurité juridique pour permettre éventuellement de chercher l'équilibre (ou le compromis) entre la déconstruction des mythes relatifs à la sécurité juridique et la tentation de sacraliser le principe.

Dans cette perspective, nous allons traiter dans une première partie les inforts du concept de sécurité juridique **(A)**. Avant de s'attarder dans la deuxième partie, sur les différents contreperces qu'a eu le principe tout en revisitant ses bien fait en terme de stabilité des actes juridique mais également sur son effectivité apportée au système juridique dans sa globalité **(B)**.

A- les inforts du principe de sécurité juridique

Comme le soulignent L-P. SUETENS, R. LEYSEN (2006), " la sécurité juridique ne s'obtient qu'au prix de nombreuses incertitudes "¹¹. Il semble donc essentiel de se confronter à cette incertitude afin de mieux comprendre le sens et les fonctions du principe. Son caractère incertain résulte de deux caractéristiques : l'imprécision de sa nature principielle **(1)** et les contradictions intrinsèques au concept de sécurité juridique **(2)**.

1) L'imprécision de sa nature principielle

Afin de cerner le concept de sécurité juridique, certains références le qualifient de " loi "¹², tandis que d'autres le relèguent à "un simple argument"¹³. Paradoxalement, l'ambiguïté du principe, tant dans sa nature que dans son expression, est pourtant caractéristique des principes et en constitue un bon indicateur. Cela étant, sa normativité aléatoire et la " nébuleuse de notions

¹¹ SUETENS, (L-P.), LEYSEN, (R.) (2006), « Les questions préjudicielles : cause d'insécurité juridique ? », in *La Sécurité juridique, op. Cit.*, p. 37-68, spec. p. 68.

¹² CABRILLAC, (R.), (2019), *Dictionnaire du vocabulaire juridique 2020*, LexisNexis, Paris, coll. « Objectif droit », 11^{ème} éd., p. 501.

¹³ FRANCOIS, (L.), « La fiabilité du droit, dite sécurité juridique », in *La Sécurité juridique, op. Cit.*, p. 8-20, spec. p. 17 et suiv.

complémentaires ¹⁴ qui l'entourent (accessibilité, prévisibilité, attentes légitimes, etc.) pourraient tout aussi bien contredire ou renforcer cette qualification.¹⁵ Par conséquent, ces incertitudes confirment l'utilité d'une démonstration approfondie sur ce point, qui constitue évidemment l'un des enjeux majeurs du présent article.

2) Les incertitudes entourant la notion de " sécurité juridique

L'absence de définition précise dans la jurisprudence rend nécessaire la découverte de ses multiples acceptions pour mieux comprendre les différents sens qui l'animent. Cependant, ses incohérences intrinsèques rendent son analyse délicate. Ces défauts découlent du caractère polysémique et pluridisciplinaire de la notion (i) et de la multitude de paradoxes qui la composent (ii).

a. Une notion polysémique et pluridisciplinaire

Il est communément admis que la généalogie du terme "sécurité juridique" a deux racines latines. La première est *securitas*¹⁶, qui est un principe de "réalisation"¹⁷ signifiant à la fois "l'absence de souci, la tranquillité de l'âme, la paix de l'esprit face à la mort", mais aussi " la sûreté"¹⁸. Le second est *certitudo* ¹⁹ qui est un principe d'orientation"²⁰ signifiant "certitude", "être tout à fait sûr", ou ce qui est fixé "de manière irrévocable "²¹. Cela explique que dans le droit romain, la "sécurité juridique" comprenait à la fois une dimension "exécutive "²² par l'exécution

¹⁴ PUISSOCHET, (J.-P.), et LEGAL, (H.) (2001), Le principe de la sécurité juridique dans la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, CCC, n° 11.

¹⁵ Comme le relève Mme. CALMES, (S.), « *ce n'est qu'à travers ses expressions spécifiques, dont les contenus respectifs se croisent et se rejoignent, que s'est affirmé le principe de sécurité juridique* », CALMES, (S.), *Du principe de protection de la confiance légitime en droit allemand, communautaire et français*, op. Cit., p. 171.

¹⁶ Il provient également du nom latin *securus*, *a, un*, qui désigne la situation « *exempt de souci, sans inquiétude, sans trouble, tranquillité [...] exempt de danger, ou l'on n'a rien à craindre* ». Il recoupe également des acceptions plus originales comme « *les vœux qui ne craignent pas un refus [...], les événements qui tournent mal* » ou encore « *tenir de méchants propos sur quelqu'un* », *Dictionnaire Latin-Français : le Grand Gaffiot*, Hachette, Paris, 2000, p. 1412-1413.

¹⁷ « *Réalisation concrète des normes juridiques afin d'éviter la tyrannie et l'arbitraire* », SOULAS DE RUSSEL, (D.), RAIMBAULT, (P.), (2003), *Nature et racines du principe de sécurité juridique : une mise au point*, RIDC, p. 85-103.

¹⁸ *Dictionnaire Latin-Français : le Grand Gaffiot*, op. Cit., p.1412-1413.

¹⁹ Il est corrélé au terme « *certo* » qui se définit comme la « *certitude* » mais aussi, plus largement, comme la « *lutte* », « *être ferme dans ses résolutions* » ou encore comme une « *limite précise* », *ibid.* p. 294.

²⁰ Orientation du comportement juridique de l'individu, SOULAS DE RUSSEL (D.), RAIMBAULT (P.), *Nature et racines du principe de sécurité juridique : une mise au point*, op. Cit., p. 96.

²¹ *Dictionnaire Latin-Français : le Grand Gaffiot*, op. Cit., p. 293.

²² KOLB, (R.), (2002), *La sécurité juridique en droit international : aspects théoriques*, *African Yearbook of International Law*, p. 103-142, spec. p. 110.

des normes, et une dimension "normative" par leur ordonnancement, de sorte que "le sujet de droit sait à l'avance quel comportement juridique est attendu de lui et de ses semblables"²³.

L'analyse de la sécurité juridique par Robert KOLB apporte un éclairage étymologique supplémentaire. Selon lui, la sécurité du droit est équivalente à la « certitudo » qui se compose de deux éléments : la certitude synchronique²⁴, qui opère au sein d'un système donné et qui est associée à la clarté, à la simplicité et à l'ordre au sein de l'ordre normatif, et la certitude diachronique, qui marque la nécessité de la stabilité et de la continuité du droit dans le temps.

Il est à souligner que le principe de sécurité juridique s'est rapidement enrichi de significations et de conceptions héritées du caractère pluridisciplinaire de la notion de sécurité²⁵. La sociologie du droit a sans doute été la discipline la plus influente²⁶. Selon Paul Roubier, elle est considérée comme la "première valeur sociale à atteindre", et "l'exigence de sécurité juridique naît de l'exigence du droit de la nature [...] et de la nécessité de pourvoir au droit"²⁷. Pour certains, elle est même la "valeur suprême de l'ordre juridique"²⁸, primant sur " la justice et même sur le progrès"²⁹.

La sécurité juridique a pour but de pacifier les relations sociales par le biais des institutions publiques. Elle est donc synonyme de paix et de stabilité. Elle est à l'origine de la dichotomie contemporaine entre sécurité juridique individuelle et collective³⁰. En effet, la sociologie du droit a influencé ses fondements conceptuels tels que la sécurité des personnes, la lutte contre l'arbitraire et les illégalités³¹. C'est pourquoi il doit garantir la stabilité des prévisions juridiques en

²³ « A cet égard, la loi ne doit ni être vague, ni laisser de marge trop vaste à ceux qui l'appliquent, ni remettre en cause les droits acquis ou établis, qui fondent particulièrement le sentiment de sécurité juridique », SOULAS DE RUSSEL, (D.), RAIMBAULT, (P.), Nature et racines du principe de sécurité juridique : une mise au point, *op. Cit.*, p.84

²⁴ KOLB, (R.), La sécurité juridique en droit international : aspects théoriques, *op. Cit.*, p. 110.

²⁵ La plupart des thèses relatives au principe effectuent une analyse pluridisciplinaire en introduction, PIAZZON, (T.), (2009), La sécurité juridique, Defrenois, Paris, coll. « Doctorat & Notariat », t. 35 ; RAIMBAULT, (P.), (2009), Recherche sur la sécurité juridique en droit administratif français, LGDJ, Paris; VALEMBOIS, (A-L.), La constitutionnalisation de l'exigence de sécurité juridique en droit français, *op. Cit.*

²⁶ KOLB, (R.), La sécurité juridique en droit international : aspects théoriques, *op. Cit.*, spec. p. 106.

²⁷ ROUBIER, (P.), (1951), Théorie générale du droit, Sirey, Paris, p. 323-333. Lire également PECES-BARBA MARTINEZ, (G.), (2004), Théorie générale des droits fondamentaux, LGDJ, Paris, p. 222 et suiv.

²⁸ W. SAUER, « Sécurité juridique et justice », in *Introduction à l'étude du droit compare. Recueil d'études en l'honneur d'Edouard LAMBERT*. LGDJ, Paris, 1938, t. 3, p. 34-43, spec. p. 35.

²⁹ CARBONNIER, (J.), (1995), Flexible droit, Pour une sociologie du droit sans rigueur, LGDJ, Paris, 8^{ème} éd., 1995.

³⁰ La sécurité est ainsi « un état qui peut concerner une personne (sécurité individuelle), un groupe (sécurité publique) », CORNU, (G.), (dir.), Vocabulaire juridique, PUF, Paris, coll. « Quadrige dicos poche », 2018, 11^{ème} éd., p. 953.

³¹ « La sécurité, c'est non moins la confiance qu'on peut placer dans l'effectivité de la sauvegarde de l'ordre public et dans la sanction des illégalités ou désordres d'autrui quand ils nuisent à ses propres droits, tout autant bien sûr que l'assurance pour chacun de sa propre sûreté personnelle », PACTEAU, (B.), (1995), La sécurité juridique, un principe qui nous manque ?, AJDA, n° H.S, p. 151-155. Lire également DUTHEILLET DE LAMOTHE, (O.), « La sécurité

évitant les bouleversements et autres perturbations juridiques, évitant ainsi d'alimenter le sentiment d'insécurité provoqué par un droit désordonné et chaotique³².

Ainsi, outre la clarté et la prévisibilité, les notions de bonne foi des droits acquis, de confiance ou d'attente légitime viennent s'ajouter au contenu notionnel de la sécurité juridique. Cette approche subjective est conforme à la dimension philosophique du principe. En effet, la sécurité juridique représente un "idéal"³³ à atteindre, soutenu par la multitude de conceptions qui alimentent son être.

Plus récemment, le droit économique et commercial³⁴ a influencé également les conceptions de la sécurité juridique, dans le sens où on y introduit maintenant des notions comme les objectifs d'anticipation, de prévisibilité et de probabilité typiques de ces disciplines³⁵. La sécurité juridique devient alors un critère de compétitivité fondé sur la mesure de l'efficacité économique et la performativité des systèmes juridiques³⁶.

b. Un concept marqué par les paradoxes

Partant de la dualité entre facettes objectives et objectives du principe de sécurité juridique, Patricia POPELIER met en évidence cinq paradoxes qui y sont inhérents :

- Le principe de sécurité juridique exige la certitude, alors que l'incertitude est inhérente à l'ordre juridique ;
- L'aspect juridique des relations humaines prévaut dans la société, d'où l'accessibilité de la législation devient une exigence fondamentale ;
- Le contrôle de la législation à la lumière du principe de sécurité juridique est lui-même imprévisible ;

juridique : le point de vue du juge constitutionnel », in *Sécurité juridique et complexité du droit*. Rapport public du Conseil d'Etat, La Documentation française, Paris 2006, p. 368-375. Pour une étude globale sur le sujet, lire NICOD, (M.), (2008), *Qu'en est-il de la sécurité des personnes et des biens ?*, Presses universitaires des sciences sociales de Toulouse, LGDJ, Paris.

³² « *La sécurité réduit l'angoisse, l'incertitude et la pression de décisions trop fréquentes, en allégeant l'individu du poids de devoir sans cesse peser toutes les alternatives d'action possibles* », KOLB, (R.), *La sécurité juridique en droit international : aspects théoriques*, *op. cit.*, p. 108.

³³ TULKENS, (F.), *La sécurité juridique, un idéal à reconsidérer*, *op. cit.*, p. 25-42.

³⁴ BOY, (L.), RACINE, (J.-B.) et SIIRIAINEN (F.) (dir.), (2008) *Sécurité juridique et droit économique*, Larcier, Bruxelles.

³⁵ HOFFMANN, (F.), (2011), *Probabilité et droit de la concurrence*, RFDA, p. 531.

³⁶ La sécurité juridique est un indicateur prépondérant du Rapport *Doing business* publiée chaque année par la Banque mondiale. Le dernier rapport de 2019 est disponible en ligne :

https://francais.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/media/AnnualReports/English/DB2019report_webversion.pdf.

- L'incertitude objective (accessibilité) entraîne une incertitude subjective justifiée (respect de la confiance légitime) ;
- L'invalidation juridique d'une règle de droit, étant contraire au principe de sécurité juridique, entraîne encore plus d'incertitude juridique³⁷.

En effet, si la sécurité juridique défend des intérêts divergents, elle contribue également à la conciliation entre eux. Ceci dit qu'elle cristallise les conflits entre "la justice ou l'équité, d'une part, qui incite à la modification des règles et des situations juridiques afin d'améliorer constamment le système juridique ou de l'adapter à une société en mutation, et qui se traduit par le principe de mutabilité ; la sécurité juridique, d'autre part, qui exige la stabilité et se traduit donc par le principe opposé, celui du respect de l'état existant"³⁸. Cette opposition est également caractéristique à celle entre la sécurité juridique et l'équité, autrement dit entre l'intérêt général et l'intérêt particulier³⁹, mais aussi entre la stabilité juridique et la mutabilité.

Si cette ambivalence sémantique reflète la richesse de l'objet de notre article, elle en entrave également l'identification. Ces incertitudes imposent de concentrer notre recherche sur l'identification sémantique du principe.

B- Les incompatibilités conceptuelles du "principe" de sécurité juridique

La doctrine constitutionnaliste tâtonne entre la qualification de "principe"⁴⁰ et celle de simple "exigence"⁴¹. Certains se montrent prudents et la relèguent au rang de simple exigence⁴², tandis que d'autres s'interrogent sur l'émergence potentielle d'un droit fondamental à la sécurité juridique, en réponse à son inflation exponentielle dans le discours juridique et politique⁴³. A

³⁷ POPELIER, (P.), (2008), "Five Paradoxes on Legal Certainty and the Lawmaker", *Legisprudence. International Journal for the study of legislation*, n° 2, p. 47-66, spec. p. 49.

³⁸ FROMONT, (M.), (1996), *Le principe de sécurité juridique*, AJDA, n° spec., p. 178.

³⁹ Pour plus de détails, voy. NEUHAUS, (P-H.), (1963), "Legal certainty versus equity in the conflict of laws", *Law and Contemporary Problems*, p. 795-803.

⁴⁰ Voy. Par ex. MATHIEU, (B.), (2001), *Réflexion en guise de réflexion sur le principe de sécurité juridique*, CCC, n° 11.

⁴¹ VALEMBLOIS, (A-L.), (2005), *La constitutionnalisation de l'exigence de sécurité juridique en droit français*, LGDJ, Paris, coll. « Bibliothèque constitutionnelle et de science politique », t. 22.

⁴² MOLFESSIS, (N.), (1998), *La portée des revirements de jurisprudence*, RTD Civ., n° 1, p. 210 ; CRISTEAU, (A.), (2002), *L'exigence de sécurité juridique*, Recueil Dalloz, p. 2814 ; POLLAUD-DULIAN, (F.), (2001), *A propos de la sécurité juridique*, RTD Civ., 2001, p. 491.

⁴³ « *Le droit positif doit mieux prendre en compte le besoin individuel de sécurité juridique sans que cela se fasse au détriment de la lisibilité du droit objectif lui-même, c'est-à-dire sans que cela conduise à une véritable pulvérisation du droit objectif [...] au détriment de l'ordre de la cohérence et de la prévisibilité [...]. C'est la raison pour laquelle la possibilité offerte aux sujets de droit de faire valoir un droit subjectif à la sécurité juridique doit être strictement circonscrite* », in PIAZZON, (T.), (2009), *La sécurité juridique*, Defrenois, Paris, coll. « Doctorat & Notariat », t. 35, p. 433.

défaut d'apporter une réponse claire, cette hétérogénéité doctrinale ne fait malheureusement qu'ajouter au mystère qui entoure la sécurité juridique.

Comme il est plus facile de définir la sécurité juridique par ce qu'elle n'est pas que par ce qu'elle est, il convient donc de commencer par les incompatibilités conceptuelles de la notion de principe, qui peuvent être directement exclues du champ de l'étude en raison de leur inadaptation ou de leur incompatibilité théorique ou conceptuelle avec le principe de sécurité juridique identifié par le juge **(1)**. Cette élimination permettra de mettre en évidence sa compatibilité avec d'autres catégories telles que les valeurs et les normes **(2)**.

Traditionnellement, un principe est défini comme " une règle générale ou une norme de nature non juridique dont on peut déduire des normes juridiques " ⁴⁴. Cette définition générique retient la double définition du principe de sécurité juridique. Par ailleurs, la question de la qualification de "droit fondamental" n'est pas sans intérêt au regard de la rareté des manuels consacrant une partie de leur contenu à cette question ⁴⁵, et en comparaison de l'intérêt contemporain consacré à ce sujet ⁴⁶. Toutefois, ni la caractérisation d'une règle de droit (1), ni celle d'un droit fondamental(2) ne semble compatible avec la notion de principe.

1) L'exclusion prudente d'une "règle" de droit

Selon Ronald DWORKIN, si les règles de droit et les principes appartiennent tous deux à la catégorie des normes juridiques, ils s'en distinguent par leur mode de production et par leurs effets en droit positif ⁴⁷. En effet, une norme peut être considérée comme prémisses majeure du syllogisme juridictionnel. Une norme structurellement vague - donc un "principe" - est une norme qui, d'une part, nécessite la création d'autres normes pour lui donner la capacité de résoudre des cas concrets, mais d'autre part, elle peut très bien être exécutée ou concrétisée de plusieurs manières différentes et alternatives ⁴⁸. Au-delà de l'abondance des écrits doctrinaux sur cette distinction, trois éléments de différenciation prévalent chez la majorité des théoriciens et seront également ceux retenus dans cet article.

⁴⁴ CORNU, (G.), (2018), Vocabulaire juridique, PUF, Paris, coll. " Quadrige Dicos poche ", 12^{ème} éd., p. 806-807.

⁴⁵ Trois manuels seulement évoquent la question d'un « droit à la sécurité juridique » : CHAGNOLLAUD, (D.), DRAGO, (G.), (2010), Dictionnaire des droits fondamentaux, Dalloz, Paris, 2^{ème} éd., p. 669-672 ; FAVOREU, (L.), (2015), Droit des libertés fondamentales, Dalloz, Paris, 7^{ème} éd., p. 406-415, ainsi que BERGEL, (J-L.), (2012), Théorie générale du droit, Dalloz, Paris, coll. « Méthodes du droit », 5^{ème} éd., p. 42-44

⁴⁶ PARARAS, (P-J.), « Le droit à la sécurité », in *L'homme dans la société internationale*.

⁴⁷ DWORKIN, (R.), (1995), Prendre les droits au sérieux, PUF, Paris, p. 123.

⁴⁸ GUASTINI, (R.), « Les principes de droit en tant que source de perplexité », in CAUDAL, (S) (dir), (2008), *Les principes en droit*, Economica, Paris, coll. « Etudes juridiques », n° 30, p. 113-123, spec. p. 116.

Le premier critère est celui de la généralité, entendu comme la capacité d'une norme à être applicable à un nombre indéfini de situations. La pertinence d'un tel critère est souvent critiquée. Malgré l'impossibilité d'une "définition satisfaisante"⁴⁹, la norme juridique est une règle de conduite précise, générale, abstraite et obligatoire⁵⁰, qui en ce sens a un contenu prescriptif, prohibitif ou permissif.

Contrairement aux règles, les principes sont considérés comme imprécis. "Ils orientent la décision en fournissant des arguments en faveur d'une solution particulière, mais ils ne la déterminent pas".⁵¹ Cependant, tout principe a une tendance naturelle à la généralité, et il en va de même pour la norme juridique. Cependant, il rejette le critère de généralité comme preuve de l'identification des principes, considérant que "le critère de distinction n'est pas toujours évident, et lorsqu'il est explicité [...] ce n'est pas la généralité qui est visée, mais plutôt le caractère supplétif ou impératif de ces normes [...]. Toutefois, ce critère n'a nullement vocation à être généralisé à la distinction générale entre règles et principes"⁵². Les deux tendant à la généralité, leur distinction repose plutôt sur le degré de leur application, comme le souligne Jean BOULANGER "une règle de droit est générale en ce qu'elle s'applique à un nombre indéterminé d'actes et de situations [...] elle est édictée en vue d'une situation juridique déterminée". Un principe, en revanche, est général en ce sens qu'il a un nombre indéfini d'applications.⁵³

Le second critère concerne l'origine de la règle de droit. La règle étant le produit d'une autorité habilitée à légiférer, alors que les principes sont l'œuvre du juge dans sa recherche de la "bonne réponse".⁵⁴ La question de savoir si les principes sont "inventés" ou non est donc du ressort des tribunaux. Que les principes soient "inventés" ou "découverts" par un juge⁵⁵, ils sont formulés en complément des normes juridiques. Enfin, il importe peu que cette mesure soit le résultat

⁴⁹ DABIN, (J.), (1969), *Théorie générale du droit*, Dalloz, Paris, 3^{ème} éd., p. 17.

⁵⁰ GUINCHARD, (S.), (dir.), DEBARD, (T.), (dir.), (2016), *Lexique des termes juridiques*, Dalloz, Paris, 24^{ème} éd., p. 925.

⁵¹ GUASTINI, (R.), « Les principes de droit en tant que source de perplexité », op. Cit., p. 116

⁵² CAUDAL, (S.), « Rapport introductif », in CAUDAL, (S.), (dir.), *Les principes en droit*, op. Cit., p. 1-19, spec. p. 8.

⁵³ BOULANGER, (J.), « Principes généraux et droit positif », in *Le droit privé au milieu du XX^{ème} siècle. Etudes offertes à Georges RIPERT*, LGDJ, Paris, 1950, t. 1, n° 5, p. 56 ; voy. Également ROBERT-WANG, (L.), « Règle de droit », in ALLAND, (D.), RIALS, (S.) (dir.), (2003), *Dictionnaire de la culture juridique*, PUF, Paris, « Quadrige-Dicos Poche », p. 1326-1329.

⁵⁴ TUSSEAU, (G.), « Métathéorie de la notion de principe », in S. CAUDAL, (dir.), *Les principes en droit*, op. Cit., 75-112, spec. p. 84-86.

⁵⁵ MAULIIN, (E.), « L'invention des principes », in S. CAUDAL (dir.), *Les principes en droit*, op. Cit., p. 23-47, spec. p. 26.

d'une "mise en bouche de la loi" ou la preuve irréfutable d'un pouvoir discrétionnaire⁵⁶, tant que l'autorité émettrice est compétente pour soumettre et interpréter la loi.

Le dernier critère, le plus important, est celui qui a inspiré la célèbre maxime de Dwork, selon laquelle les règles et les principes se distinguent non pas par leur contenu ou leur force juridique, mais par la manière dont ils sont appliqués⁵⁷. En effet, les normes juridiques sont destinées à s'appliquer aux cas juridiques désignés comme tels. Par conséquent, en cas de conflit entre deux normes juridiques, seule la norme valide doit s'appliquer à tous les cas précédemment spécifiés⁵⁸.

Cependant, la validité des principes n'est pas immuable, mais dépend du "poids ou de l'importance"⁵⁹ que le juge leur accorde dans un cas particulier. En d'autres termes, les principes impliquent une pondération de la part du juge, qui doit "tenir compte du poids relatif de chacun d'entre eux"⁶⁰ pour trouver la solution au litige et le trancher. Dans ce contexte, Robert ALEXU souligne que les règles sont sujettes à subsomption (inclusion entre plusieurs éléments) en vertu de leur validité ou invalidité, tandis que les principes constituent des "ordres d'optimisation" qui peuvent être conciliés. Ce mécanisme a deux conséquences principales. La première est la création d'un "droit de la concurrence" correspondant à la primauté relative d'un principe sur l'autre⁶¹. La seconde - conséquence de la première - est l'inévitable arbitraire du juge dans la réalisation de cette mise en balance, puisqu'il dispose d'une plus grande marge d'interprétation dans la mise en balance d'un principe que dans celle d'un droit⁶².

2) Exclusion justifiée d'un "droit fondamental"

L'expression "droit fondamental", qui trouve son origine dans l'espace germanique⁶³ est encore controversée. Qu'il soit assimilé aux "droits de rang constitutionnel"⁶⁴ et compris comme une simple extension des "libertés publiques"⁶⁵, qu'il soit le résultat de "l'émergence constante"

⁵⁶ MODERNE, (F.), *Légitimité des principes généraux et théorie du droit*, RFDA, 1999, p. 728.

⁵⁷ DWORKIN, (R.), *Prendre les droits au sérieux*, op. Cit., p. 84-85.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 143-145

⁵⁹ *Ibid.*, p. 84.

⁶⁰ TUSSEAU, (G.), « Métathéorie de la notion de principe », op. Cit., p. 84-86.

⁶¹ *Ibid.*, p. 90-99.

⁶² *Ibid.*, p. 97.

⁶³ FROMONT, (M.), « Les droits fondamentaux dans l'ordre juridique de la République fédérale d'Allemagne », in *Recueil d'Etudes en hommage à EISENMANN*, (C.), éd. Cujas, Paris, 1975, p. 69-64 ; JOUANJAN, (O.), (1998), *La théorie allemande des droits fondamentaux*, AJDA, n° spec., p. 44-51 ; CAPITANT, (D.), (2001), *Les effets juridiques des droits fondamentaux en Allemagne*, LGDJ, Paris, coll. « Bibliothèque constitutionnelle et de science politique », t. 87.

⁶⁴ CHAMPEIL-DESPLATS, (V.), (1995), *La notion de droit « fondamental » et le droit constitutionnel français*, Dalloz, p. 323.

⁶⁵ WACHSMANN, (P.), *L'importation en France de la notion des « droits fondamentaux »*, op. Cit., p. 40- 49, spec. p. 40.

du droit⁶⁶, l'absence de définition précise et de catégorisation explicite⁶⁷ lui vaut l'appellation négative de "mot-valise⁶⁸". En l'absence d'une définition suffisamment unanime des contours d'un tel concept, il convient d'abord d'identifier les éléments qui permettent de "savoir pourquoi un droit, une liberté, une garantie ou un principe est "fondamental"⁶⁹(a), puis de les appliquer à la sécurité juridique traditionnelle afin de déterminer s'ils peuvent être inclus dans cette catégorie conceptuelle(b).

a- Un cadre théorique approximatif

En raison des insuffisances notoires qui englobent la notion de " droit fondamental "⁷⁰, il est difficile de déterminer des critères constitutifs précis en raison de leur relativité (i). Cette difficulté imprègne également la théorie des critères constitutifs d'un droit fondamental d'un État. Même si elle est tombée dans une forme d'obsolescence, elle semble faire l'objet d'une redécouverte qui apportera un éclairage supplémentaire sur les critères constitutifs d'un droit fondamental (ii).

i- La relativité des critères constitutifs d'un droit fondamental individuel

Selon la célèbre définition de Louis FAVOREU, les droits fondamentaux correspondent aux "droits et libertés protégés par des normes internationales"⁷¹, privilégiant ainsi une approche formelle liée à la consécration en droit subjectif. Compte tenu de l'abondance de la littérature doctrinale sur la notion de droits subjectifs⁷², le présent article se limitera à sa définition générique « Les droits subjectifs sont généralement conçus comme des prérogatives que le droit objectif consacre et sauvegarde au profit des sujets de droit »⁷³. Toutefois, cette compréhension présuppose que la justiciabilité et la garantie juridictionnelle sont des éléments de la définition.⁷⁴ Là encore, les divergences doctrinales sont nombreuses. Si Etienne Picard ne considère pas la garantie juridictionnelle comme un critère prépondérant, puisqu'elle constitue à la fois le moyen

⁶⁶ PICARD, (E.), (1998), L'émergence des droits fondamentaux en France, AJDA, n° spec., p. 6.

⁶⁷ PECES-BARBA MARTINEZ, (G.), effectue une classification matérielle en distinguant les droits relatifs à la personne en soi des droits dans la société, PECES-BARBA MARTINEZ, (G.), (2004), Théorie générale des droits fondamentaux, LGDJ, Paris, p. 409-414.

⁶⁸ CORNU, (G.), Vocabulaire juridique, op. Cit., p. 466-467

⁶⁹ CHAMPEIL-DESPLATS, (V.), La notion de droit « fondamental » et le droit constitutionnel français, op. Cit., p. 323.

⁷⁰ BALLOT, (E.), (2014), Les insuffisances de la notion de droits fondamentaux, Mare & Martin, Paris, coll. « Bibliothèque des thèses ».

⁷¹ FAVOREU., (L.), (2009), Droit constitutionnel, Dalloz, Paris, p. 870.

⁷² Pour un panel exhaustif des courants et débats doctrinaux entourant la notion de droit subjectif, nous renvoyons notamment à GUTMAN, (D.), « Droit subjectif », in ALLAND, (D.), RIALS, (S.) (dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, PUF, Paris, 2003, p. 529-533.

⁷³ TERRE, (F.), (2006), Introduction générale au droit, Dalloz, Paris, p. 161.

⁷⁴ REDOR, (M-J.), Garantie juridictionnelle et droits fondamentaux, op. Cit., p. 93.

et la conséquence de la fundamentalité⁷⁵, d'autres auteurs en font une condition sine qua non de sa qualification⁷⁶. Cela étant, il semble préférable de se concentrer sur le second critère de la justiciabilité. C'est donc ce critère qui fonderait l'existence d'un droit subjectif, et indirectement, celle d'un droit fondamental.

À l'inverse, Étienne Picard adopte une approche substantielle axée sur la fundamentalité intrinsèque du droit. Faisant fi de la perspective formelle⁷⁷, il définit les droits fondamentaux comme des droits "suffisamment essentiels pour le législateur, et qui sont susceptibles de prévaloir contre toute autre prétention qui pourrait s'y opposer", précisant que "ces prétentions peuvent être des pouvoirs, des compétences, voire d'autres droits, d'autres principes juridiques ou des exigences diverses"⁷⁸.

Ce faisant, la "fundamentalité" est le produit d'un "effet de prévalence".⁷⁹ Elle peut provenir de sources multiples, notamment de l'État, du secteur privé et du secteur public. Elle peut provenir de sources multiples, allant d'une norme formelle - nationale ou supranationale - à une interprétation prétorienne lui conférant des effets "infra- et extra-normatifs"⁸⁰.

ii- Le caractère anachronique des critères constitutifs d'un droit fondamental de l'État

La théorie "étatiste" des droits fondamentaux repose sur une conception subjectiviste d'une "personne-état" conçue comme un sujet souverain de droit international. Compris comme "des êtres collectifs [...] les Etats, comme les individus physiques, ont des droits et des devoirs réciproques [...] nécessaires à leur fin, à la réalisation de leur but : la satisfaction du besoin primordial de sociabilité"⁸¹ Selon les travaux de Christian WOLFF, les Etats possèdent des "droits fondamentaux" absolus, inviolables et inaliénables qui sont l'expression de leur liberté

⁷⁵ PICARD, (E.), L'émergence des droits fondamentaux en France, op. Cit., p. 6.

⁷⁶ L'existence d'un contrôle juridictionnel est régulièrement intégrée dans les critères d'identification d'un droit fondamental, peu importe le droit en cause, voy. En ce sens GRANGER, (M-A.), Existe-il un « droit fondamental à la sécurité » ?, op. Cit., p. 280 et LECUCQ, (O.), « Existe-t-il un droit fondamental au séjour des étrangers ? », in Renouveau du droit constitutionnel. Mélanges en l'honneur de FAVOREU, (L.), (2007), Dalloz, Paris, p. 1637-1650.

⁷⁷ « Ce n'est pas tant le droit formel qui produit les droits fondamentaux ; ce sont bien plutôt les droits fondamentaux qui saisissent le droit et le charpentent en sa structure générale : ses différentes catégories techniques et formelles tendent à assurer cette prévalence, mais sans qu'aucune d'elles ne parvienne à épuiser le fond général et commun de ces droits fondamentaux », PICARD, (E.), L'émergence des droits fondamentaux en France, op. Cit., p. 6.

⁷⁸ Ibidem.

⁷⁹ Ibidem.

⁸⁰ Ibidem.

⁸¹ Pour un résumé des facteurs historiques et doctrinaux de la théorie des droits fondamentaux, voy. Notamment GIDEL, (G.), (1925), Droits et devoirs des nations, théorie classique des droits fondamentaux des Etats, *RCADI*, n° 10, p. 546-592.

souveraine⁸². S'il s'agissait d'un "moment de droit"⁸³, cette théorie s'est rapidement effacée au profit de conceptions plus modernes. En raison d'un "automorphisme naïf", la théorie classique des droits fondamentaux étatiques a été victime d'une obsolescence quasi programmée⁸⁴. De plus, la montée de l'individualisme a pris le pas sur les droits fondamentaux de l'État, ce qui témoigne de son inadaptabilité.

b- Un concept inadapté à la sécurité juridique

Au-delà de ses insuffisances conceptuelles notoires, le "label droit fondamental"⁸⁵ comporte, d'une part, un aspect formel, tendant à sa consécration textuelle et/ou jurisprudentielle, et, d'autre part, un aspect matériel, centré sur sa "fondamentalité" et sa reconnaissance en tant que droit subjectif⁸⁶. Or, cette catégorie s'avère non pertinente pour le "principe" de sécurité juridique, tant du point de vue des critères formels (i) que substantiels (ii).

i- L'impertinence du critère formel

Comme déjà susmentionné à plusieurs reprises, la sécurité juridique ne peut être reconnue comme un droit fondamental de l'État, sauf si elle appartient à la liste exhaustive de ces droits. En d'autres termes, leur sécurité juridique est assurée par le droit international, sans pour autant leur conférer un droit subjectif.⁸⁷

ii- L'absence qualifiée de fondamentalité matérielle

La sécurité juridique pourrait être assimilée à un "droit fondamental" individuel du point de vue de la fondamentalité substantielle. La consolidation des droits fondamentaux forme, selon Henri LABAYLE, "un socle commun de valeurs objectives. De ce fait, il corrèle « les droits fondamentaux aux valeurs fondamentales ou imminentes de la société démocratique »⁸⁸. Ainsi, l'intégration de la notion de sécurité juridique pourrait toutefois constituer un prélude à la recherche de sa "fondamentalité". Par conséquent, la sécurité juridique aurait une fondamentalité substantielle découlant de son lien implicite avec l'ordre public à travers l'État de droit et la règle de droit.

⁸² WOLFF, (C.), (1758), Principes du droit de la nature et des gens, Marc Michel Rey, Amsterdam, t. 3, p. 257.

⁸³ Pour certains, le droit au respect mutuel ou le droit de conservation constituerait le droit matriciel des Etats en droit international, voy. LE FUR, (L.), Précis de droit international public, op. Cit., p. 381.

⁸⁴ LE FUR, (L.), Précis de droit international public, op. Cit., p. 380

⁸⁵ MOLFESSIS, (N.), (2009), Droit fondamental. Un label incontrôlé, JCP G, p. 32.

⁸⁶ GRANGER, (M-A.), (2009), Existe-il un « droit fondamental à la sécurité » ?, op. Cit., p. 273-296.

⁸⁷ LE FUR, (L.), Précis de droit international public, op. Cit., p. 400.

⁸⁸ Ibidem. Ces valeurs comprennent la prééminence du droit, le pluralisme ou encore la dignité humaine.

Conclusion

Bien que le principe de sécurité juridique ait une certaine fondamentale en raison de sa dimension axiologique, il ne s'agit pas d'un "droit fondamental". D'une part, la sécurité juridique consacrée par l'ordre public n'est pas, à proprement parler, de nature individuelle. Son rattachement à l'ordre public est en effet le résultat de l'objectivation d'une valeur, qui vise à protéger l'effectivité des droits. Aussi, s'il existe une signification subjective inhérente à la sécurité juridique, elle s'exprime dans la recherche d'un équilibre entre les intérêts individuels et étatiques⁸⁹. Si cet équilibre peut être réalisé en faveur des premiers, "il ne peut conduire à une négligence totale de la dimension collective de la sécurité juridique et ne peut donc prendre la forme d'un droit subjectif à la sécurité juridique "⁹⁰.

Le contenu que désigne l'expression "sécurité juridique" comme la valeur du droit demeure intemporelle et universelle. Essentiellement réduite à l'idée de prévisibilité, elle présuppose, d'une part, que le droit est accessible pour permettre aux individus de faire des prédictions et, d'autre part, que le droit respecte les prédictions déjà faites. Cependant, de ces deux points de vue, notre droit positif présente des lacunes qu'il convient de combler. Il est donc tentant de consacrer en droit marocain un principe général de sécurité juridique, voire un droit subjectif à la sécurité juridique, qui permettrait aux sujets de droit de se défendre directement contre des sources d'incertitude qui représentent parfois de véritables injustices à l'égard de leur situation à condition de discerner le compromis entre la déconstruction des mythes relatifs à la sécurité juridique et la tentation de sacraliser le principe.

⁸⁹ *Infra*, n° 412.

⁹⁰ RAIMBAULT, (P.), (2009), Recherche sur la sécurité juridique en droit administratif français, LGDJ, Paris, coll. « Thèses », p. 598.

Bibliographie

Ouvrages généraux

- BERGEL**, (J.-L.), (2012), *Théorie générale du droit*, Dalloz, Paris, coll. « Méthodes du droit », 5^{ème} éd.
- BOY**, (L.), **RACINE**, (J.-B.) et **SIIRIAINEN** (F.) (dir.), (2008), *Sécurité juridique et droit économique*, Larcier, Bruxelles.
- CABRILLAC**, (R.), (2019), *Dictionnaire du vocabulaire juridique 2020*, LexisNexis, Paris, coll. « Objectif droit », 11^{ème} éd.
- CALMES**, (S.) 2001, *Le principe de la confiance légitime en droit allemand, communautaire et français*, Dalloz, Paris, coll. « Nouvelle Bibliothèque des thèses ».
- CAPITANT**, (D.), (2001), *Les effets juridiques des droits fondamentaux en Allemagne*, LGDJ, Paris, coll. « Bibliothèque constitutionnelle et de science politique », t. 87.
- CARBONNIER**, (J.), (1995), *Flexible droit, Pour une sociologie du droit sans rigueur*, LGDJ, Paris, 8^{ème} éd., 1995.
- CHAGNOLLAUD**, (D.), **DRAGO**, (G.), (2010), *Dictionnaire des droits fondamentaux*, Dalloz, Paris, 2^{ème} éd.
- CHAMPEIL-DESPLATS**, (V.), (1995), *La notion de droit « fondamental » et le droit constitutionnel français*, Dalloz.
- CORNU**, (G.), (2018), *Vocabulaire juridique*, PUF, Paris, coll. “ *Quadrige Dicos poche* “, 12^{ème} éd.
- CORNU**, (G.), (dir.), *Vocabulaire juridique*, PUF, Paris, coll. « *Quadrige dicos poche* », 2018, 11^{ème} éd.
- CRISTEAU**, (A.), (2002), *L'exigence de sécurité juridique*, Recueil Dalloz.
- DABIN**, (J.), (1969), *Théorie générale du droit*, Dalloz, Paris, 3^{ème} éd.
- DWORKIN**, (R.), (1995), *Prendre les droits au sérieux*, PUF, Paris.
- FAVOREU**, (L.), (2015), *Droit des libertés fondamentales*, Dalloz, Paris, 7^{ème} éd.
- FAVOREU**, (L.), (2009), *Droit constitutionnel*, Dalloz, Paris.
- FROMONT**, (M.), (1996), *Le principe de sécurité juridique*, AJDA.
- GUINCHARD**, (S.), (dir.), **DEBARD**, (T.), (dir.), (2016), *Lexique des termes juridiques*, Dalloz, Paris, 24^{ème} éd.

GUTMAN, (D.), « Droit subjectif », in ALLAND, (D.), RIALS, (S.) (dir.), (2003), *Dictionnaire de la culture juridique*, PUF, Paris.

HOFFMANN, (F.), (2011), Probabilité et droit de la concurrence, RFDA.

HUBEAU, (F.) 1983, Le principe de la protection de la confiance légitime dans la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, *CDE*.

JOUANJAN, (O.), (1998), La théorie allemande des droits fondamentaux, *AJDA*.

KOLB, (R.), (2002), La sécurité juridique en droit international : aspects théoriques, *African Yearbook of International Law*.

LUCAHIRE, (F.), (2001), Le principe de sécurité juridique en droit constitutionnel français, *CCC*.

MARTINEZ, (G.), (2004), Théorie générale des droits fondamentaux, LGDJ, Paris.

MODERNE, (F.), (1999), Légitimité des principes généraux et théorie du droit, *RFDA*.

MOLFESSIS, (N.), (2009), Droit fondamental. Un label incontrôlé, JCP. G.

NEUHAUS, (P-H.), (1963), "Legal certainty versus equity in the conflict of laws", *Law and Contemporary Problems*.

Ouvrages spéciaux :

POLLAUD-DULIAN, (F.), (2001), A propos de la sécurité juridique, *RTD Civ*.

PUISSOCHET, (J-P.), et **LEGAL**, (H.) (2001), Le principe de la sécurité juridique dans la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, *CCC*, n° 11.

RAIMBAULT, (P.), (2009), Recherche sur la sécurité juridique en droit administratif français, LGDJ, Paris, coll. « Thèses ».

ROUBIER, (P.), (1951), Théorie générale du droit, Sirey, Paris.

SOULAS DE RUSSEL, (D.), **RAIMBAULT**, (P.), (2003), Nature et racines du principe de sécurité juridique : une mise au point, *RIDC*.

TERRE, (F.), (2006), Introduction générale au droit, Dalloz, Paris.

WOLFF, (C.), (1758), Principes du droit de la nature et des gens, Marc Michel Rey, Amsterdam, t. 3.

Revue et articles :

BALLOT, (E.), (2014), Les insuffisances de la notion de droits fondamentaux, Mare & Martin, Paris, coll. « Bibliothèque des thèses ».

BOULANGER, (J.), « Principes généraux et droit positif », in *Le droit prive au milieu du XX^{ème} siècle. Etudes offertes à Georges RIPERT*, LGDJ, Paris, 1950, t. 1, n° 5.

BOULOUIS, (J-L.), « Quelques observation à propos de la sécurité juridique », in *Du droit international au droit de l'intégration. Liber Amoricum Pierre PESCATORE*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, Berlin, 1987, p. 53-63.

BRUNET, (P.), « La sécurité juridique, nouvel opium des juges ? », in *Frontières du droit, critiques des droits. Billets d'humeur en l'hommage à LOCHAK, (D.)* 2007, LGDJ, Paris, coll. "Droit et Société", p. 247-250.

DUTHEILLET DE LAMOTHE, (O.), « La sécurité juridique : le point de vue du juge constitutionnel », in *Sécurité juridique et complexité du droit*. Rapport public du Conseil d'Etat, La Documentation française, Paris 2006, p. 368-375.

FROMONT, (M.), « Les droits fondamentaux dans l'ordre juridique de la République fédérale d'Allemagne », in *Recueil d'Etudes en hommage à EISENMANN, (C.)*, éd. Cujas, Paris, 1975, p. 69-64.

GIDEL, (G.), (1925), Droits et devoirs des nations, théorie classique des droits fondamentaux des Etats, *RCADI*, n° 10, p. 546-592.

GUASTINI, (R.), « Les principes de droit en tant que source de perplexité », in CAUDAL, (S) (dir), (2008), *Les principes en droit*, Economica, Paris, coll. « Etudes juridiques », n° 30, p. 113-123.

LECUCQ, (O.), « Existe-t-il un droit fondamental au séjour des étrangers ? », in *Renouveau du droit constitutionnel. Mélanges en l'honneur de FAVOREU, (L.)*, (2007), Dalloz, Paris, p. 1637-1650.

MATHIEU, (B.), (2001), Réflexion en guise de réflexion sur le principe de sécurité juridique, *CCC*, n° 11.

MOLFESSIS, (N.), (1998), La portée des revirements de jurisprudence, *RTD Civ.*, n° 1.

MORVAN, (P.), (2006), Le principe de sécurité juridique : l'antidote au poison de l'insécurité juridique ?, *Dr. soc.*, n° 7/8, p. 70. L'auteur cite l'Abbe de CONDILLAC, *La logique ou les premiers développements de l'art de penser*, Hachette, Paris, 2012 (date originale : 1780).

NICOD, (M.), (2008), Qu'en est-il de la sécurité des personnes et des biens ?, Presses universitaires des sciences sociales de Toulouse, LGDJ, Paris.

PACTEAU, (B.), (1995), La sécurité juridique, un principe qui nous manque ?, *AJDA*, n° H.S, p. 151-155.

PARARAS, (P.-J.), « Le droit à la sécurité », in *L'homme dans la société internationale*.

PECES-BARBA MARTINEZ, (G.), effectue une classification matérielle en distinguant les droits relatifs à la personne en soi des droits dans la société, in PECES-BARBA MARTINEZ, (G.), (2004), *Théorie générale des droits fondamentaux*, LGDJ, Paris, p. 409-414.

PIAZZON, (T.), (2009), *La sécurité juridique*, Defrenois, Paris, coll. « Doctorat & Notariat », t.35.

POLLAUD-DULIAN, (F.), (2001), A propos de la sécurité juridique, *RTD Civ.*

POPELIER, (P.), (2008), "Five Paradoxes on Legal Certainty and the Lawmaker", *Legisprudence. International Journal for the study of legislation*, n° 2, p. 47-66.

RAIMBAULT, (P.), (2009), *Recherche sur la sécurité juridique en droit administratif français*, LGDJ, Paris.

Rapports

RAPPORT. BM., (2019), « La sécurité juridique est un indicateur prépondérant » du Rapport *Doing business* publié chaque année par la Banque mondiale, disponible en ligne : https://francais.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/media/AnnualReports/English/DB2019report_web

ROBERT-WANG, (L.), « Règle de droit », in ALLAND, (D.), RIALS, (S.) (dir.), (2003), *Dictionnaire de la culture juridique*, PUF, Paris, « Quadrige-Dicos Poche », p. 1326-1329.

SUETENS, (L.-P.), LEYSEN, (R.) (2006), « Les questions préjudicielles : cause d'insécurité juridique ? », in *La Sécurité juridique, op. Cit.*, p. 37-68.

Thèses et mémoires

SAUER, (W.),(1938) « Sécurité juridique et justice », in *Introduction à l'étude du droit compare. Recueil d'études en l'honneur d'Edouard LAMBERT*. LGDJ, Paris, t. 3, p. 34-43.

VALEMBLOIS, (A.-L.), (2005), *La constitutionnalisation de l'exigence de sécurité juridique en droit français*, LGDJ, Paris, coll. « Bibliothèque constitutionnelle et de science politique », t. 22.